

*Transport du grain de l'Ouest—Loi*

A peine cinq ans après avoir été constitué en société, le CP avait déjà obtenu plus de 100 millions de dollars de subventions du gouvernement du Canada. Un petit pays qui venait de voir le jour lui accordait plus de 100 millions de dollars, soit plus de la moitié des 175 millions dont cette société avait besoin pour se financer. Or, même si sur ces 175 millions de dollars, 100 millions sont fournis par les contribuables, elle n'en réclame pas moins la propriété pleine et entière de ses avoirs et le droit de profiter des deniers publics en plus de l'argent investi par des particuliers.

On lui a donné en outre près de 44 millions d'acres de terre et, il y a 18 ans, lorsqu'elle en a vendu pour un demi-milliard de dollars, le CP détenait encore d'immenses propriétés qu'il a remises à la maison de courtage Marathon Reality. Et nous retrouvons cette maison de courtage en travers de notre chemin puisqu'elle lui appartient.

C'est essentiellement à cause de cette maison de courtage que la ville de Toronto a été incapable de mettre en œuvre un véritable plan d'urbanisme pour son centre-ville. C'est surtout elle qui nous empêche d'exploiter les terres de cette société ferroviaire. C'est elle encore qui a bloqué toute tentative d'utiliser les terrains avoisinant l'endroit où se trouvera la nouvelle salle de concert qui doit remplacer l'ancienne à Toronto. L'avocat de Marathon Reality m'a dit qu'elle ne construirait pas de logements locatifs en Ontario tant que la province aurait l'audace de régir les loyers. Autrement dit, Marathon Reality méprise tous les gouvernements de même que le public canadien. Cette terre qu'il a reçue gratuitement du peuple canadien sert maintenant à des fins de chantage pour annuler une loi votée par un gouvernement conservateur à dessein de protéger les locataires de Toronto.

Et je retrouve le CP dont la fonderie de plomb située dans l'est de Toronto pollue et empoisonne depuis des années l'atmosphère de l'avenue Pape sans qu'il se soit donné la peine de corriger la situation comme il aurait pu le faire.

J'estime que le Canadien Pacifique a les moyens de procéder à toutes les améliorations qui s'imposent. Alors que la compagnie affirme qu'elle n'est pas en mesure de percer un tunnel d'un demi-milliard à travers la Passe de Roger, elle peut trouver cette somme pour acheter des avions à une autre de ses filiales, CP Air.

Des douzaines de sociétés alimentent les coffres de Canadian Pacific Limited. Permettez-moi d'en énumérer quelques-unes. En 1977, la Canadian Pacific Limited a reçu de CP Rail la somme nette de 65 millions. En 1981, les bénéfices ont presque doublé pour atteindre 127 millions. Les revenus nets de la Canadian Pacific Enterprises, un autre conglomerat géant, sont passés de 170 à 287 millions. Ses recettes globales avaient presque triplé, étant passé de 4,899 millions de dollars à 12,336 millions de dollars. Son revenu net global est passé d'un quart de milliard de dollars à près d'un demi-milliard de dollars en cinq ans, soit de 1977 à 1981. Son avoir net a plus que doublé, étant passé de 7.6 milliards à 16.3 milliards de dollars. Pourtant, le CP sait fort bien qu'il a si bien financé les partis libéral et conservateur que personne ne s'opposera vraiment à lui laisser faire main basse une fois de plus sur l'argent des contribuables.

• (1910)

Le CP sait pertinemment que le parti tory, pour donner le change, va faire semblant de livrer bataille et que le parti libéral va recourir d'une façon ou d'une autre à la clôture, ce qu'il n'a pas manqué d'essayer, et qu'il pourra rançonner les contribuables canadiens. Dans le cadre de la fiscalité actuelle, les travailleurs paient \$3 d'impôt pour chaque dollar que paient les sociétés mais quand la nouvelle loi de l'impôt sur le revenu sera adoptée, ils vont payer encore davantage. Par conséquent, l'argent que le gouvernement donne ainsi gratuitement au CP—qui n'en a pas besoin—est celui de nos travailleurs. On le leur vole avec la complicité tacite du parti tory et du parti libéral.

**M. Lee Clark (Brandon-Souris):** Monsieur le Président, je suis bouleversé que le gouvernement ait décidé d'utiliser sa majorité à la Chambre pour essayer de limiter le débat sur une question aussi importante que le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau. Il y a au moins dix ans qu'une question n'avait intéressé à ce point les agriculteurs de l'Ouest. Aucune mesure n'a autant divisé l'opinion dans l'Ouest que le projet du gouvernement d'abolir le tarif et d'accroître par voie de conséquence les frais de transport pour les agriculteurs. Il est donc regrettable que le gouvernement essaye de limiter le débat sur cette question à la Chambre. Compte tenu de l'importance de cette question pour l'Ouest et du schisme qu'elle crée dans le pays, le gouvernement devrait encourager la discussion au lieu de vouloir la limiter.

Comme vous le savez, monsieur le Président, la situation de l'agriculture dans l'Ouest est loin d'être rose depuis un certain temps et je suis au regret de dire aux députés que la politique du gouvernement ne fait qu'aggraver la situation.

Les problèmes ne manquent pas pour les agriculteurs de l'Ouest, mais leur principal problème tient au fait qu'à la différence de la plupart des chefs d'entreprise, ils n'ont aucun moyen d'exercer un quelconque contrôle sur le prix de revient ou le prix de vente de leur production.

Dans beaucoup de secteurs, pour ne pas dire dans la plupart d'entre eux, les chefs d'entreprise peuvent faire payer aux consommateurs une partie de la hausse des coûts. Ce n'est pas le cas des agriculteurs puisqu'ils sont obligés de vendre la majeure partie de leur production à l'étranger à un moment où, hélas, les cours sont bas. Notre devoir de législateurs est donc de faire notre possible pour aider les agriculteurs à réduire leurs dépenses par tous les moyens possibles.

Il est donc infiniment regrettable que le gouvernement propose d'abolir le tarif du Nid-de-Corbeau et par conséquent d'augmenter les frais de transport des agriculteurs au pire moment. Pour cette raison, j'ai prié instamment les députés, la semaine dernière, de retarder l'étude du bill de six mois pour que nous ayons tout le temps d'en examiner les répercussions. Malheureusement, seulement les deux tiers des néo-démocrates étaient présents pour le vote sur leur propre motion ce jour-là et les députés du parti libéral ont eu le champ libre pour agir, sans égard aux conséquences.